

A l'attention d'Elisabeth Borne, Première Ministre
Agnès Pannier-Runacher, ministre de la Transition énergétique de France
Christophe Béchu, ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires de France
Marc Fesneau, ministre de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire
François Braun, ministre de la Santé et de la Prévention

Paris, le 14 décembre 2022

Objet : Règlement SUR pesticides - Alerte sur une décision à fort impact sur le pacte vert européen prévue lors du Conseil du 19 décembre

Madame la Première Ministre,

Madame la ministre, Messieurs les ministres,

Nous avons appris que lors du prochain Conseil européen Énergie du 19 décembre, **un projet de décision aux implications potentiellement fatales pour les stratégies Farm2Fork et Biodiversité de l'UE est à l'ordre du jour en tant que simple point de l'annexe A**. Cette décision devrait donc être **adoptée sans débat politique et sans vote formel** et n'apparaît même pas en tant que tel à l'ordre du jour¹ de cette réunion !

Ce projet de décision du Conseil invite la Commission, eu égard à la guerre en Ukraine, à **produire une étude complétant l'analyse d'impacts de la proposition de Règlement** du Parlement européen et du Conseil **relatif à l'utilisation durable des produits phytopharmaceutiques**. Ce projet a été élaboré durant le Comité des représentants permanents le 10 décembre dernier.

Ce qui peut sembler relativement anodin de prime abord induit en fait un risque élevé pour l'adoption de ce règlement pesticides. En effet, **les retards causés par cette étude supplémentaire rendraient impossible une décision dans cette période législative** visant à réduire urgemment les risques et l'utilisation des pesticides et à permettre la restauration de la biodiversité.

Bien que la présidence tchèque tiende à préciser que les négociations ne doivent "*pas être entravées*", **elle limite dans son projet de décision (considérant 7) les sujets de négociation**, que le Conseil "*souhaite poursuivre sans retard excessif*", **aux seuls "aspects techniques de la proposition"**.

Cette clause ouvrirait des possibilités presque illimitées à certains représentants du Conseil qui veulent empêcher ce processus législatif et contrarier son aboutissement avant les prochaines élections européennes. **Cette décision aurait alors des conséquences considérables** pour la stratégie de la biodiversité, la stratégie Farm2Fork et donc pour le Green Deal européen.

Ce risque de faire traîner la proposition législative ne serait même pas accompagné d'un gain de nouvelles connaissances. En effet, **les questions de recherche** élaborées par la présidence tchèque sont unilatérales et en partie orientées. Elles **excluent les effets positifs attendus de la réduction des pesticides** sur la santé des agriculteurs, des résidents ruraux et des consommateurs, ainsi que les effets positifs avérés sur la biodiversité.

De plus la forme de prise de décision pose ici un grave problème. En effet, il apparaît que cette décision sera, comme c'est le cas actuellement en France, **uniquement basée sur l'accord des ministres de**

¹ <https://www.consilium.europa.eu/media/60522/cm05645-en22.pdf>

l'Agriculture, pour être ensuite **adoptée par un vote simple** comme un simple point de l'Annexe A de la réunion du conseil à venir ! **En France, il apparait qu'à cette heure la décision aurait été prise par le seul ministre de l'Agriculture, sans aucune prise de décision interministérielle** incluant les ministères de l'Ecologie et de la Santé ! Ce processus décisionnaire ne prend en compte **que les seuls intérêts supposés du secteur agricole en ignorant tout des conséquences environnementales et sanitaires**. Il est **antidémocratique** et **inacceptable que des décisions ayant des effets aussi importants** sur des stratégies politiques cruciales de l'UE soient prises **sans vote régulier** sur la base d'un vote à la majorité qualifiée.

Alors que des objectifs mondiaux ambitieux de réduction des pesticides sont discutés lors de la Conférence des Nations Unies sur la biodiversité (COP15) à Montréal pour lutter contre l'accélération de la perte de biodiversité, **il est inacceptable que la présidence tchèque fixe tranquillement le cap pour mettre de côté une proposition législative de réduction obligatoire des pesticides**, et ce dans le cadre d'une prise de **décision orientée et non démocratique** ! Les 1,1 million d'Européens qui ont signé avec succès l'ICE "Sauvons les abeilles et les agriculteurs"², dont Générations Futures a été l'un des initiateurs, méritent mieux !

Nous vous demandons donc de veiller à ce que ce point ne soit en aucun cas adopté en l'état lors du Conseil des ministres de l'Energie du 19 décembre prochain. Vous ne devez pas accepter qu'une éventuelle étude d'impact supplémentaire ne permette la continuation des discussions que sur le sujet des seuls "aspects techniques divers de la proposition". Si étude d'impact il devait y avoir, ce serait bien le processus de discussion et de négociation global, dans ses dimensions techniques et politiques, qui devrait pouvoir continuer, **afin de ne pas ralentir le processus politique ni compromettre l'adoption finale du règlement SUR.**

Nous restons à votre disposition pour tout échange sur ce sujet et comptons sur votre détermination pour bloquer ce qui ressemble fort à une tentative de passage en force des opposants à tout projet ambitieux de réduction de l'usage et des risques des pesticides dans l'Union européenne.

Sachant pouvoir compter sur votre engagement, nous vous prions Madame la Première Ministre, Madame la ministre, Messieurs les ministres, d'agréer nos salutations respectueuses

François VEILLERETTE, porte-parole de Générations Futures



PS : Pour rappel, 32 ONG françaises listées ci-après vous ont récemment alertés au travers d'un courrier³ sur ce dossier qui nous inquiètent grandement. Espérant pouvoir compter sur notre pays pour afficher une position claire et ambitieuse sur ce sujet majeur.

Signataires du courrier du 6 décembre 2022 Aidons Marina, Association Henri Pézerat, Alerte des Médecins sur Les Pesticides AMLP, Association pour la protection de la santé des habitants de Saint-Omer, Association santé environnement Provence (ASEP), Bee Friendly, Bio consom'acteurs, C2DS, Cantine sans plastique, Combat Monsanto, CNAFAL, Collectif Air-Santé-Climat, Collectif de soutien aux victimes des pesticides de l'ouest, Collectif Je Suis Infirmière Puéricultrice, Collectif REGARDS, Collectif Stop Monsanto, Eva pour la vie, Fédération Grandir Sans Cancer, Foodwatch France, Générations Futures, Greenpeace France, Hhorages, Indecosa-cgt, Ligue Nationale contre l'Obésité, Nature & Progrès, Poem26, PRIARTEM, Réseau Environnement Santé, Santé sans onde, SOS MCS, Stop aux Cancers de nos Enfants, Union Nationale de l'Apiculture Française, WECF-France

² <https://www.euractiv.fr/section/agriculture-alimentation/news/linitiative-citoyenne-europeenne-sur-les-pesticides-validee-par-la-commission-europeenne/>

³ https://www.generations-futures.fr/wp-content/uploads/2022/12/l011222_map_sur_etude_impact.pdf